



DECLARATION INTERSYNDICALE AU CA DU 19 12 2008

La santé ne peut être un service marchand source de profits, et les hôpitaux n'ont pas pour mission première de contribuer au développement du marché.

Le système de financement qui nous est imposé sur les seuls critères marchands est injuste et paradoxalement improductif.

La T2A à 100 % (ou l'autofinancement total) a contribué entre 2005 et 2007 à faire passer nos hôpitaux d'un déficit de 24 millions à 367 millions, parce que le système nie avant tout nos missions spécifiques de soins publics.

Aujourd'hui il nous est signifié qu'après plusieurs Plans de Retour à l'Equilibre (PRE) successifs, et avoir respecté les objectifs d'économies les plus drastiques, il faut aller gratter « l'os » ! En effet l'EPRD 2009 nous impose : un PRE de 100 à 150 ME (dont l'endettement DEXIA d'environ 457 ME) assorti du plan de convergence de 300 ME et un déficit de CRPP de 37,2 ME, l'essentiel de ce PRE se base sur la poursuite du plan social (2600 postes en 2007, suppression de 2000 postes en 2008) avec gel de recrutement, non remplacement des départs et précarisation de l'emploi), l'attaque contre les statuts des personnels médicaux , non médicaux, cadres et directeurs.

Il nous est demandé des résultats et de la rentabilité à très court terme et pour le réaliser une réduction de l'offre de soins dans un projet de restructuration sans précédent, pour mieux servir le plan de redressement qui aura des conséquences irréversibles pour l'AP-HP.

Alors que la plupart des situations budgétaires des hôpitaux de l'AP-HP sont dramatiques, la lettre d'injonction, dite de « méthodologie » du démantèlement de l'AP-HP, émise par le Directeur Général demande à chaque hôpital de réduire encore la voilure .Il exige des directeurs d'hôpitaux de présenter un état d'équilibre pour passer à la mise en place des groupes : « à cette échéance, je souhaite que chacun des groupes hospitaliers puisse présenter un compte de résultat principal au voisinage de l'équilibre (résultat compris entre + ou - 2 % »).

D'ores et déjà nous constatons des fermetures massives de lits par manque de moyens et de personnel, entraînant une diminution de l'offre de soins, de la qualité de l'accueil et de l'accès aux soins pour les patients.

Comme le déclarent les 39 présidents de CCM au Ministre de la Santé : *« la vraie question est de savoir quelle santé nous voulons. La santé est un investissement pour le pays. L'utiliser pour un objectif à court terme de réduction pure et simple des dépenses est dangereux. La qualité va en pâtir sans aucun doute, de même que l'accès pour tous si efficace en France ».*

Nous avons en tant que Conseil d'Administration, la responsabilité de porter un coup d'arrêt à la politique de destruction et à l'étranglement financier de nos établissements.

C'est un enjeu vital pour la population et les personnels médicaux et non médicaux.

Pour toutes ces raisons nous vous appelons à voter contre l'EPRD 2009.